

La Vie avant le profit!

Ghana : vague anti-privatisation

300 % d'augmentation du prix de l'eau en trois ans, voilà ce qui se passe au Ghana, en Afrique de l'Ouest. En haussant les prix au niveau de ceux du marché, le gouvernement ghanéen veut rendre le système attrayant aux investisseurs étrangers. La privatisation est à l'ordre du jour dans une centaine de villes du pays, regroupant 7,5 millions d'habitants. Mais elle est fortement contestée par la population. Les impacts néfastes se font déjà sentir. « Des robinets sont "déconnectés" parce qu'un nombre croissant de familles n'arrive plus à payer leur facture d'eau qui grimpe en flèche », constate Rudolf Amenga-Etego du Centre pour le développement social intégré (ISODEC). « Cette situation ira en empirant avec l'option du « recouvrement total des coûts » tel que proposé par la Banque mondiale », prédit-il.



Organisations populaires, infirmières, paysans et citoyennes ont donc formé la Coalition nationale contre la privatisation de l'eau au Ghana. *Third*

World Network, un partenaire de DÉVELOPPEMENT ET PAIX, y est associé. « Quand plus de 50 % de la population gagne moins de 2 \$ par jour, augmenter ainsi le tarif de l'eau, c'est refuser d'emblée l'accès à l'eau à la majorité de la population », explique M. Amenga-Etego.

Et le monde, privatisa !

La Banque mondiale a tracé le chemin avec 20 ans de programmes d'ajustement structurel, une stratégie néo-libérale visant à réduire la dette et à « consolider » l'économie. En 1999, la Banque insiste pour que le gouvernement privatise ses entreprises dont la Compagnie des eaux du Ghana. Cette situation n'est pas spécifique au Ghana. 58 % des prêts d'ajustement structurel, approuvés par la Banque mondiale entre 1996 et 1999, ont pour condition la privatisation de secteurs économiques des pays demandeurs. Dans le domaine de l'eau, depuis 1990, le tiers des prêts exigent une forme de privatisation des aqueducs avant l'attribution des fonds au pays. Et la tendance s'accroît.

« Les gens font maintenant des liens conscients entre la dette nationale, la Banque mondiale, la mondialisation et la privatisation de plusieurs secteurs de l'économie », soutient Charles Abugre d'ISODEC. « La résistance à la privatisation de l'eau est devenue un symbole de la résistance à un agenda imposé de l'extérieur », conclut-il.

Sources : Center for Public Integrity; Christian Aid; ISODEC.



Eau privée, privé d'eau ?

La privatisation des systèmes d'eau de la planète est à l'ordre du jour.

Les partenariats privés-publics semblent la seule voie pour financer les coûteuses constructions et rénovations d'aqueducs et d'égouts. Mais la privatisation fait flamber les prix partout et n'abreuve pas le milliard de personnes assoiffées du monde. Des millions de personnes appauvries, incapables de payer leurs factures, sont privées d'eau potable. Plusieurs retournent s'abreuver à des mares insalubres, au risque de tomber malade ou d'y trouver la mort. En zones marginales ou rurales, les services sont déficients ou inexistantes. La logique est simple : les investissements vont en priorité vers les citoyens qui peuvent payer.

La privatisation est une menace réelle au bien commun qu'est l'eau et à son accès universel. Faits et éléments d'analyse vous sont ici proposés.



Gestion privée de l'eau : mythes et réalités

Mythe 1 : Gouvernements endettés ? Le privé peut payer !

Coûts majeurs : plus de 500 milliards seront nécessaires d'ici une dizaine d'années pour construire et moderniser les systèmes d'alimentation et d'assainissement en eau du monde, selon la Banque mondiale et le Conseil mondial de l'eau. C'est beaucoup d'argent.

Revenus majeurs : en 2001, les revenus des 10 plus grandes multinationales des eaux avoisinent les 30 milliards de dollars états-uniens. Les contrats d'eau offrent une régularité d'entrées de fonds sur 15 à 30 ans.

C'est une véritable rente pour ces géants, souvent payée au prix fort par les pauvres et les gouvernements.

États rapetissés : traditionnellement, ce genre d'investissement était fait par les gouvernements. Deux décennies de stratégies néo-libérales ont fini par grignoter le pouvoir économique des États. « En raison des substantielles réductions d'impôts consenties aux entreprises presque partout dans le monde, un grand nombre de gouvernements locaux ne disposent plus des recettes fiscales

nécessaires pour financer les services publics », constatent Maude Barlow et Tony Clarke dans *L'Or bleu*.

Mi-public, mi-privé : la Banque mondiale contribue à des projets liés à l'eau pour 17 milliards de dollars états-uniens. C'est 15 % de ses engagements totaux. Cet argent vient des pays riches membres et des marchés financiers.

Public majoritaire : 95 % des services d'eau de la planète sont sous gestion publique, 5 % sont privatisés.

Mythe 2 : Le privé gère mieux que le public

Mauvaise réputation : en France, pays où l'eau est la plus « privatisée », corruption, fraude, surfacturation font partie du dossier noir des multinationales comme Suez et Vivendi. En Argentine, Ag Bilbao n'a pas investi les sommes convenues dans son contrat de gestion des eaux. En Gambie, la résiliation du contrat avec la filiale de Vivendi est due à sa piètre performance et au refus de produire des rapports financiers. Paradoxalement, dans ce dernier pays, l'augmentation du nombre de familles branchées à l'aqueduc est le résultat d'un fonds public et non du privé.

Toujours plus cher : le tarif de l'eau grimpe automatiquement lorsqu'il y a

privatisation. En France, on paie moins cher l'eau « publique » que l'eau « privatisée ». À Manille, aux Philippines, la compagnie Maynilad, responsable jusqu'à récemment de la moitié de la distribution de l'eau dans cette ville, a plus que triplé le prix de l'eau en cinq ans. Empêchée par la Régie de l'eau d'augmenter les prix d'un autre 60 %, la compagnie s'est retirée du contrat et poursuit maintenant le gouvernement.

Ton aqueduc contre mon prêt : fortement endettés et sous perfusion de l'aide internationale, les pays du Sud sont contraints de vendre leurs services publics. La privatisation des services d'eau est fréquemment exigée

comme condition préalable à l'obtention de nouveaux prêts par la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI). Le message est limpide : pour donner de l'air à l'économie, vend ton eau!

Public efficace : au Brésil, 25 des 27 capitales d'états sont desservies par des fournisseurs publics. Porto Alegre, dans l'état du Rio Grande do Sul, est reconnue pour son système participatif de distribution d'eau, véritable modèle d'efficacité. Dans la capitale du Honduras, le système public de distribution d'eau est reconnu pour son efficacité et son rendement.

Cinq affirmations nous sont souvent servies pour vanter la supériorité de la gestion privée par rapport à celle du public. Voyons la part du mythe et celle de la réalité en confrontant ces affirmations à des faits survenus un peu partout sur la planète.



La Vie avant le profit!

Mythe 3 : Accès universel à l'eau potable grâce au privé

Sauf aux pauvres : au Zimbabwe, Biwater s'est finalement retirée d'un projet de privatisation d'eau parce que la population locale ne pouvait payer les tarifs qui auraient assuré un profit suffisant. Un peu partout, la politique de recouvrement total des coûts fait flamber les prix à la consommation. En Afrique du Sud,

depuis 1994, près de 10 millions de ménages se sont faits couper l'eau, incapables de payer leur facture. Résultat : le retour du choléra chez les populations refoulées vers de l'eau polluée.

Le public fait mieux : au Botswana, la Société publique de

distribution d'eau est reconnue pour l'augmentation du nombre d'utilisateurs, qui est passé de 30 000 en 1970 à 330 000 en 1998. Sa politique de péréquation protège l'accès à l'eau pour les ménages à faible revenu.

Mythe 4 : Eau publique ou privée, même qualité

Eaux douteuses : à Atlanta, aux États-Unis, la ville reprend la gestion de ses eaux des mains de United Water, une filiale de Suez. Les coupures d'eau étaient fréquentes. « Une succession d'incidents pendant lesquels une eau marron s'écoulait des robinets de la ville a même conduit plusieurs fois les autorités à

recommander de faire bouillir l'eau », explique Gordon Certain, président d'une association de quartier d'Atlanta.

Eaux mortelles : bien des gens se rappellent le douloureux été 2000, quand l'épidémie de bactérie *E.coli* faucha la vie à sept personnes et en

rendit malade 2 300 à Walkerton, en Ontario. Une des conclusions du rapport d'enquête est que les compressions au ministère de l'Environnement ainsi que la privatisation des laboratoires d'analyse de l'eau ont empêché une surveillance adéquate de la qualité de l'eau.

Mythe 5 : Le privé est rentable

Pour les actionnaires : on avance des taux de rendement de 15 % à 25 % pour les investissements dans l'eau. Échaudées par les crises financières, les firmes exigeront dorénavant des garanties extraordinaires pour protéger leurs investissements. Elles influenceront encore plus leurs gouvernements

pour qu'ils signent des accords commerciaux protégeant leurs intérêts.

Achat à rabais : à Hidrogesa au Nicaragua, le privé n'a offert que le tiers de la valeur du réseau pour se l'approprier. Par chance, la privatisation a été suspendue.

Hausse fulgurante des prix : pour rentabiliser les investissements, la plupart des compagnies privées haussent les tarifs et privent d'accès des millions de personnes appauvries. Ce fut le cas en Bolivie, au Chili, en Uruguay, au Ghana, en Guinée, aux Philippines, en France, etc.



Petite vague deviendra grande ?

Devant le tollé populaire anti-privatisation, les multinationales des eaux et la Banque mondiale choisissent une approche plus progressive. Aussi appelé P3, le partenariat public-privé est une collaboration, entre un gouvernement et une entreprise privée, dans le but d'offrir un service comme la distribution et l'assainissement de l'eau. Au Sud, ils sont soutenus par les organismes de développement et les institutions financières, ce qui explique



l'engouement pour cette approche. En fait, c'est souvent une première étape vers la privatisation.

En Bolivie, on connaît maintenant les coûts cachés de ce partenariat. En 1999, fortement endetté, le gouvernement bolivien se range aux recommandations de la Banque mondiale. Il concède les eaux de Cochabamba pour 40 ans à Aguas del Tunari, une filiale de Bechtel. Un an plus tard, des milliers de familles paient jusqu'à 20 % de leurs revenus pour obtenir leur eau quotidienne. La grève générale éclate. L'armée intervient violemment. Malgré l'engagement du gouvernement à réduire les tarifs, la population exige la fin du contrat. Le gouvernement cède.

Voir l'iceberg en Bolivie

Mais l'histoire ne se termine pas là. En février 2001, Bechtel poursuit le gouvernement bolivien pour 25

millions de dollars états-unis afin de compenser les pertes de profits anticipés. La compagnie réclame, comme si elle s'était faite exproprier. Une convention bilatérale sur l'investissement (CBI), signée entre la Bolivie et les Pays-Bas, où, curieusement, la filiale Aguas del Tunari a récemment déménagé son siège social, permet techniquement cette poursuite d'une entreprise contre un État. L'investissement de Bechtel est considéré comme un investissement étranger en Bolivie. D'un contrat national, le P3 devient un accord commercial international où d'autres règles s'appliquent. Loin d'être unique, cette clause est inscrite dans plusieurs accords bilatéraux et internationaux dont l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'iceberg est bien réel.

Que faire ?

Devant le risque de voir privatiser l'eau, ce bien commun vital, les populations du monde sont en alerte. Au Paraguay, aux États-Unis, au Kenya, aux Philippines et ailleurs, des millions de personnes se mobilisent pour contrer la privatisation de leur eau. Au Brésil et en Inde, des organisations populaires proposent des formes collectives et démocratiques de gestion des eaux. Au Canada, cette bataille est amorcée et nécessitera un engagement de tout le monde pour préserver notre héritage collectif. La campagne de DÉVELOPPEMENT ET PAIX s'inscrit dans ce courant.

Des idées aux gestes

Pour alimenter votre réflexion personnelle ou une discussion en groupe, initiez cette démarche en lisant quelques articles de journaux reliés à la privatisation de l'eau. Poursuivez la réflexion en faisant une recherche en bibliothèque ou via Internet. Pour des liens utiles, visitez notre site Internet : www.devp.org

- 1 Qu'est-ce qui vous surprend le plus dans ce que vous venez de lire?
- 2 Connaissez-vous d'autres projets de privatisation d'eau? Sont-ils comparables à ce qui est présenté ici?

- 3 Dans l'enseignement social de l'Église catholique, « l'économie de marché » doit être guidée par la justice et orientée vers le bien commun. Croyez-vous que les exemples de privatisation de services d'eau, présentés dans cette fiche, servent le bien commun?
- 4 Quels seraient les meilleurs moyens d'abreuver le monde?
- 5 Avec qui pourriez-vous mettre de l'avant l'action de DÉVELOPPEMENT ET PAIX dans votre milieu?

DES ACTES, PAS DES PAROLES
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLENAIRE

RÉDUIRE DE MOITIÉ LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE D'ICI 2015

 **DÉVELOPPEMENT
ET PAIX**

5633, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1A3

Sans frais : 1-888-234-8533
Région de Montréal : (514) 257-8711
www.devp.org

